



EDUCAZIUN E SVILUP  
EDUCAZIONE E SVILUPPO  
ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT  
BILDUNG UND ENTWICKLUNG

Av. de Cour 1 - 1007 Lausanne  
Téléphone +41 (0)21 612 00 81  
fed@globaleducation.ch  
www.globaleducation.ch



Grand'Rue 40 - 1204 Genève  
Téléphone +41 (0)22 310 10 28  
www.espace-rousseau.ch  
www.espace-rousseau.ch/concours-rhetorique.asp

alliancesud

Communauté de travail  
Swissaid - Action de Carême - Pain pour  
le prochain - Helvetas - Caritas - Eper

Av. de Cour 1 - 1007 Lausanne  
Téléphone +41 (0)21 612 00 86  
doc@alliancesud.ch  
www.alliancesud.ch/documentation



Fondation Dialogue  
La jeunesse débat  
La gioventù dibatte  
Jugend debattiert

Un projet de la Fondation Dialogue en collaboration  
avec La jeunesse débat en Allemagne  
Rue de la Tour 16 - 1004 Lausanne  
Téléphone +41 (0)21 311 28 05  
info@lajeuessedebat.ch  
www.lajeuessedebat.ch

Rousseau déclare qu'il est contraire au bon sens

« qu'une poignée de gens regorge de superfluités, tandis que la multitude affamée manque du nécessaire ».

## FAUT-IL PLAFONNER LES HAUTS REVENUS POUR PLUS D'ÉGALITÉ ?

Les 40 dernières années ont vu se creuser les écarts entre les rémunérations des grands dirigeants d'entreprises et leurs salariés. Entre 1945 et 1975, un grand dirigeant gagnait environ 35 fois le salaire moyen de ses employés. Aujourd'hui, le rapport est de 1 à 300. La Jeunesse Socialiste Suisse a récemment lancé l'initiative 1:12, visant à réduire l'écart des salaires au sein des entreprises, en plafonnant les hauts revenus et en leur fixant une limite.

La crise financière a été l'un des éléments déclencheurs de la réflexion à ce sujet, car elle n'a que très peu touché les personnes bénéficiant de hauts revenus, comme les grands patrons d'entreprise, par exemple. La question se pose donc aujourd'hui : ces écarts salariaux sont-ils justifiés, ou doit-on prendre des mesures pour mieux redistribuer les richesses entre les citoyens ? Le plafonnement des salaires est-il une solution pour établir un meilleur équilibre entre les salariés ?

### Qu'entend-on exactement par « hauts revenus » ?

Le revenu est l'ensemble de l'argent gagné, principalement par le salaire. Il ne faut pas confondre « revenu » et « fortune ». La fortune est l'ensemble de l'argent accumulé, provenant des épargnes faites sur le revenu, ou reçu en héritage, par exemple. Dans le canton de Genève on considère comme « hauts » les revenus supérieurs à 187'938 francs par an pour les couples mariés, et 91'609 francs par an pour les célibataires.

Source : Office statistique du canton de Genève, janvier 2010

Dans une entreprise, le salaire d'un employé est fixe. Un grand dirigeant a un salaire fixe plus élevé que celui de ses employés, car c'est lui qui prend les décisions et endosse les responsabilités des résultats obtenus par l'entreprise. A ce salaire s'ajoutent souvent des sommes supplémentaires qui sont liées aux résultats de l'employé (principe de la rémunération au mérite). Ce sont plutôt des avantages, que l'on appelle « primes » ou « bonus ». Ces sommes font partie de ce qu'on appelle la « part variable » du salaire. En Europe et aux Etats-Unis, le salaire annuel de certains grands dirigeants se chiffre en millions (part variable incluse), et on parle à ce moment-là de « hauts revenus ».

### La taxe des impôts et la redistribution des richesses

En Suisse, les personnes à hauts revenus bénéficient d'une situation fiscale avantageuse (les taxes sont basses par rapport à d'autres pays). Certaines personnes viennent s'y établir pour cette raison. Cette taxe s'applique néanmoins à tous les revenus des citoyens : c'est ainsi que s'effectue la redistribution des richesses en Suisse. L'argent est ensuite réutilisé pour les domaines de l'éducation, de la santé, des transports ou pour l'entretien des villes, par exemple.

### Les 5 plus grandes fortunes mondiales début 2011 (en milliards de dollars)

	Nom	Age	Pays	Secteur	Source de la fortune	Montant
1	Carlos Slim Helu	71	Mexique	Télécoms	Telmex	74,0
2	William Gates	55	Etats-Unis	Software	Microsoft	56,0
3	Warren Buffett	80	Etats-Unis	Finance	Berkshire Hathaway	50,0
4	Bernard Arnault	62	France	Luxe	LVMH	41,0
5	Lawrence Ellison	66	Etats-Unis	Software	Oracle	39,5

Source : Forbes, « The World's Billionaires », 9 mars 2011 : <http://www.forbes.com/wealth/billionaires/list>

## FAUT-IL PLAFONNER LES HAUTS REVENUS POUR PLUS D'ÉGALITÉ ?

### Que signifient les « inégalités » ?

On parle d'inégalités économiques quand il existe des écarts importants entre la fortune et les revenus de certains individus et le reste de la population. Les inégalités économiques se superposent et sont souvent liées à des inégalités sociales. Par inégalités sociales, on entend les traitements différents qui avantagent un groupe ou un individu par rapport à d'autres. Tout le monde n'a pas le même accès à l'éducation ou aux soins médicaux, par exemple. Cela donne lieu à des hiérarchies au sein de la société, basées sur différents critères : sexe, âge, apparence physique, origine, profession, etc...

Ces inégalités existent aussi au niveau mondial. Certains pays sont en effet en difficulté et le niveau de vie de leur population est plus bas que la moyenne. Leurs habitants souffrent davantage des inégalités.

### Le risque de la délocalisation

Un certain nombre d'entreprises ou de fédérations sportives sont établies en Suisse car elles y bénéficient d'une situation fiscale avantageuse. Un plafonnement des hauts revenus pourrait les inciter à se localiser dans un autre pays. Par exemple, l'UEFA (Union des Associations Européennes de Football) est basée à Nyon et apporte un rayonnement sportif et culturel à la ville. Nestlé, Phillip Morris ou encore Procter&Gamble sont aussi établies dans la région lémanique. Si elles partaient à l'étranger pour préserver leurs avantages financiers, une grande partie de leurs employés perdrait leur travail et cela aurait un impact négatif sur l'économie de la région. Nestlé, par exemple, compte 9'000 collaborateurs dans 16 des 26 cantons que compte le pays.

### Le RMA : Consommer moins pour répartir mieux

Depuis une dizaine d'années, l'idée d'un Revenu Maximum Autorisé fait son chemin en politique. Il s'agit d'une mesure visant à limiter les revenus à un maximum.

Pour être efficace, cette limite ne doit pas concerner seulement le salaire, mais aussi sa part variable qui devrait être taxée systématiquement par les impôts.

L'argent pourrait ainsi être équitablement redistribué et les inégalités sociales diminuées. Cela signifierait une consommation moins importante pour certains, et permettrait de stimuler des activités comme l'agriculture, l'éducation, la santé, les transports...

L'impact sur l'environnement serait bénéfique, ces activités ayant un faible impact écologique en comparaison avec d'autres biens de consommation luxueux.

Source : Hervé Kempf, « Le revenu maximum, un levier pour le changement », *Mouvements*, 3 janvier 2011.

POUR

FAUT-IL PLAFONNER LES HAUTS

« C'est une chose de ne pas manger à sa faim tous les jours, de ne pas pouvoir envoyer ses enfants à l'école ou même de ne pas avoir de plancher dans sa maison, mais c'en est une autre d'avoir tous ces problèmes en même temps. »

*Eric Desrosiers, Le Devoir.com, 15.07.10*

« Il n'est pas normal que les profits partent chez les managers et les actionnaires [...] et qu'ensuite l'État doive assurer la survie des établissements bancaires lorsqu'ils font des pertes. »

*Christian Lüscher, conseiller national libéral radical. Infrarouge, 26.01.10*

« Gagner dix ou trente fois plus que les autres est peut-être admissible, gagner trois cent ou mille fois plus n'a simplement pas de sens. »

*Hervé Kempf, Mouvements, 03.01.11*

« La pauvreté ? Ben, c'est quand les riches ne s'occupent pas des pauvres. »

*Céline, 5e primaire, Fribourg. La Liberté, 07.10.10*

« Je suis intimement convaincu que dans une multinationale de 200'000 personnes, le travail d'un seul homme n'explique pas les résultats. Les 199'999 autres y ont aussi contribué. »

*Philippe Villemus, docteur en sciences de gestion. « Ca vous dérange ? », émission du 11.07.11 sur France Inter*

« Alors que les pauvres et les classes moyennes combattent pour nous en Afghanistan, que la plupart des Américains ont du mal à joindre les deux bouts, nous, les superriches, continuons à bénéficier de nos confortables allègements fiscaux. [...] Il est grand temps de partager réellement les sacrifices. »

*Warren Buffett, homme d'affaires et troisième homme le plus riche du monde. 24heures, 27-28.11.11*

## Les mouvements sociaux comme conséquence des inégalités

En décembre 2008, la Grèce a subi de violentes émeutes suite à la mort d'un jeune homme de 15 ans, tué par la police. Cet événement n'était pas exactement la cause des émeutes mais plutôt son déclencheur. La classe moyenne, les jeunes et les étudiants particulièrement, subissaient depuis plusieurs années de fortes inégalités économiques. 26% des moins de 24 ans étaient alors au chômage. La grande richesse de la classe la plus aisée de la population de la Grèce contraste toujours fortement avec le peu d'argent consacré aux domaines de la santé, des retraites, de l'éducation.

Au Chili, d'importantes manifestations ont également eu lieu depuis le mois de juin 2011, menées principalement par les jeunes, les étudiants et les enseignants. En effet, l'Etat ne consacre que très peu d'argent à l'éducation, et la plupart des universités sont privées. Cela signifie que l'Etat ne prend pas part au financement des études et que chacun doit payer sa formation de sa poche. Les universités les mieux considérées sont les plus chères, et leurs diplômés ont une meilleure chance de trouver du travail.

Ces manifestations sont une protestation forte adressée aux gouvernements, contre les inégalités économiques et sociales. Dans quelle mesure sont-elles justifiées ?

## Le scandale d'UBS

Lors de la crise financière de 2008, UBS a perdu près de 20 milliards de francs. L'Etat a participé au sauvetage de la banque à la hauteur de 6 milliards. Cette décision a été prise au niveau politique : dans une logique libérale ou néo-libérale, l'Etat n'intervient pas financièrement auprès des banques et des entreprises. Mais c'est précisément ce qu'il a dû faire en 2008, sans quoi UBS aurait fait faillite. Cela aurait signifié la perte de l'argent déposé à la banque par les citoyens et les entreprises suisses et aurait eu un gros impact sur l'économie du pays.

Les employés (hauts placés) de la banque ont reçu un total de 1,2 milliards en bonus pour la même année. Pour certains, ces bonus ont été perçus comme une récompense injustifiée, car ces mêmes employés, sans l'intervention de l'Etat, perdaient leur entreprise. Pour d'autres, ces bonus récompensaient le mérite de personnes qui avaient tout de même remplis leurs objectifs. Cette décision a fait débat autant à droite qu'à gauche: est-il éthiquement acceptable de verser des bonus dans le cadre d'une entreprise qui est déficitaire et qui a nécessité un soutien public pour ne pas faire faillite ?

## REVENUS POUR PLUS D'ÉGALITÉ ?

## CONTRE



« Ces hauts salaires sont la récompense de tous les investissements en capital humain que les patrons ont réalisés au cours de la vie ; tout le monde ne fait pas les grandes écoles, mais lorsque cela est fait, ça mérite une marque de récompense. »

*Illona, auditrice de France Inter, 11.07.11*

« Ce qui m'énerve dans ces classements sur les fortunes, c'est d'apparaître aux côtés de gens qui ont hérité ou spéculé. D'être présenté comme l'homme le plus riche de France et non comme celui qui a créé le numéro un mondial du luxe, créé des emplois, participé au rayonnement international de notre pays. »

*Bernard Arnault, homme d'affaires et propriétaire du groupe LVMH. Challenges, 2008*

« L'Union patronale suisse est résolument opposée à l'ancrage dans la loi de salaires minimaux et d'un plafonnement des salaires. Fixer les salaires est l'affaire de chaque entreprise.

Son système de fixation des salaires décentralisé et souple est un atout du marché suisse du travail qu'il faut préserver. »

*Union patronale suisse, conférence des médias du 25 mars 2011*

[http://www.arbeitgeber.ch/files/Media/20110325\\_MK\\_Martz\\_f.pdf](http://www.arbeitgeber.ch/files/Media/20110325_MK_Martz_f.pdf)

« Si l'état impose un plafonnement des salaires, nous serions amenés à nous demander si la Suisse est toujours le lieu idéal pour y garder le siège de notre société. »

*Peter Brabeck, PDG de Nestlé. Sonntag, septembre 2009*

« Plafonner les salaires, c'est la meilleure façon de faire fuir ses cadres les plus talentueux et ses patrons les plus ingénieurs vers l'étranger. »

*Yves Thréard, blog du Figaro, 28 décembre 2010*  
<http://blog.lefigaro.fr/threard/2010/12/contre-le-plafonnement-des-gro.html>

## Logiques économiques et tendances politiques

La fortune des citoyens est gérée différemment selon les tendances économiques qui prévalent. Une logique de type libérale met l'accent sur la liberté et la responsabilité de l'individu. Cette logique permet aux personnes très aisées de faire fructifier leur fortune personnelle, sans en verser une partie aux impôts, par exemple. La source des revenus (une grande chaîne d'hôtels ou une entreprise importante) est la propriété de celui qui la dirige. Celui-ci gère la répartition des revenus entre lui-même et ses employés.

À l'opposé, une logique de type collectiviste cherche à supprimer la propriété privée et à abolir les écarts de revenus entre les citoyens. Poussée à l'extrême, une telle logique (communisme) impose la mise en commun des sources de revenus (le capital). La production et la répartition des biens sont étroitement surveillées.

En principe, dans une démocratie, les choix économiques découlent de choix politiques. De manière générale, les partis de droite privilégient un système économique de type libéral. Ce système est fondé sur l'idée que la répartition des richesses s'aligne sur les lois du marché et qu'il est normal que les plus méritants possèdent davantage. Les partis de gauche, quant à eux, promeuvent une redistribution plus large des richesses, basée sur un principe de justice sociale : il est alors normal que les plus riches renoncent à certains privilèges en faveur des plus démunis. La politique et l'économie sont souvent en tension sur les questions d'acquisition et de redistribution des richesses. Les liens entre ces deux domaines sont régulièrement questionnés en période de crise.

Le plafonnement des salaires peut donc être considéré différemment selon la logique que l'on adopte. Il peut être vu comme une intervention malvenue de l'Etat dans la vie privée, ou alors comme un moyen de corriger les écarts entre les plus aisés et les plus démunis.

« Ce qui fait problème est de deux ordres. D'abord, la conjonction entre cette concentration de richesses phénoménales et le dénuement croissant d'une majorité de l'humanité. Le fossé des inégalités, entre pays du Nord et pays du Sud, et à l'intérieur de tous les pays, qu'ils soient du Nord ou du Sud, peut ou doit (à chacun de se forger une opinion là-dessus) soulever la question suivante : la richesse des uns n'est-elle pas la cause de la pauvreté des autres ?

Là-dessus, et c'est lié, il y a l'association entre pouvoir et argent. Plus on est riche, plus on a du pouvoir. Ce qui fait problème ici, c'est la question de la démocratie. La citoyenneté de l'argent, c'est la loi de la minorité. A méditer... »

*Erik Rydberg, Gresea echos no.66, avril-juin 2011*

## Liens internet

- Dossier de presse électronique Alliance Sud : [www.alliancesud.ch/fr/documentation/projets/espace-rousseau/plafonner-les-revenus](http://www.alliancesud.ch/fr/documentation/projets/espace-rousseau/plafonner-les-revenus)
- Initiative de la Jeunesse Socialiste Suisse : [www.juso.ch/fr/initiative-1-a-12](http://www.juso.ch/fr/initiative-1-a-12)
- Pour aller plus loin : site de Ethos, fondation suisse pour un développement durable : [www.ethosfund.ch](http://www.ethosfund.ch)